



United Nations
International Strategy for Disaster Reduction
Secretariat, Geneva

Pour un complément d'informations,
veuillez contacter :

Brigitte Leoni
Relations médiatiques
Tél. : +41 22 917 8897
leonib@un.org
www.unisdr.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ONU/SIPC 2011/XX
10 mai 2011

Selon un nouveau rapport des Nations Unies, les pertes économiques dues aux catastrophes s'accroissent et menacent toutes les régions, pays riches et pauvres confondus

Genève, mardi 10 mai – Les pertes économiques dues aux catastrophes augmentent dans toutes les régions du monde ; elles font peser une importante menace sur les économies des pays à faible revenu et vont jusqu'à prendre le pas sur la création de richesses dans nombre des nations les plus riches du monde, constate un rapport des Nations Unies intitulé *Révéler le risque, redéfinir le développement*, qui sera lancé aujourd'hui par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, lors de la Troisième session de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe.

La deuxième édition du *Bilan mondial sur la réduction des risques de catastrophe* (GAR11) montre que les dégâts aux infrastructures continuent d'augmenter, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire où les gouvernements se débattent encore pour remédier aux facteurs de risque sous-jacents. Il affirme par ailleurs que l'échelle même des pertes récurrentes et maximales devrait suffire à faire réagir les pouvoirs publics.

D'après ce rapport, la situation est encore aggravée par le fait que les gouvernements sont responsables d'une partie considérable des pertes totales prévues, mais disposent rarement des réserves pour imprévus nécessaires pour s'acquitter de cette responsabilité.

De plus, si le risque de trouver la mort lors d'un cyclone ou d'une inondation dans les pays d'Asie de l'Est est considérablement inférieur à ce qu'il était il y a 20 ans, le risque de pertes économiques dues à des inondations a augmenté de plus de 160 pour cent et celui de pertes dues à des cyclones tropicaux de 262 pour cent depuis 1980 dans les pays à revenu élevé de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Durant cette période, la valeur absolue du PIB mondial exposé au risque a triplé, passant de 525,7 milliards US\$ dans les années 1970 à 1,6 billion US\$ dans les années 2000.

S'appuyant sur des exemples pris dans divers pays, le Bilan souligne le fait que, depuis 1982, chaque gouvernement mexicain a absorbé des pertes dues aux catastrophes de plus de 10 milliards US\$ pendant la durée de son mandat. En ce nouveau millénaire, ce montant frôle à présent les 20 milliards US\$– ce qui illustre clairement les pertes que les gouvernements doivent gérer en l'absence d'investissements dans la gestion des risques de catastrophe.

Le Bilan établit un lien direct entre les pertes économiques dues aux catastrophes et les investissements limités dans la gestion des risques, en particulier au niveau local. Ces limitations, comme le souligne le GAR11, traduisent des actions dont l'équilibre est faussé. D'un côté, on observe de bons progrès en matière d'alerte rapide, de préparation et d'intervention, par exemple, mais de l'autre, les pays éprouvent des difficultés à lutter contre les facteurs de risque sous-jacents, comme l'urbanisation non planifiée, la dégradation des écosystèmes et les moyens de subsistance vulnérables, ou à résoudre des questions cruciales comme la sensibilisation de l'opinion ou le genre.

À la lumière du scénario économique actuel qui concerne toutes les régions, les gouvernements doivent maintenant décider comment ils peuvent modifier l'équilibre de manière à ce que les investissements actuels dans la gestion des risques de catastrophe ne semblent plus dérisoires à côté de l'échelle des investissements publics. Ils doivent par ailleurs décider dès maintenant de la quantité de risques qu'ils sont disposés à conserver et de la part qu'ils peuvent se permettre de transférer.

« Ce Bilan mondial nous montre, sans doute possible, que les risques s'accumulent dans toutes les économies. Nous ignorons cette réalité à nos risques et périls, littéralement. Le Bilan ne fait que confirmer ce que nous soupçonnions déjà et je crois que nous commençons à réaliser que le moment est venu de nous rassembler pour prendre les mesures nécessaires afin d'enrayer les pertes généralisées que nous constatons dans le secteur économique et en matière de développement », soutient Andrew Maskrey, coordonnateur du Bilan.

Le Bilan fournit par ailleurs de nouvelles informations sur la mortalité liée aux séismes, laquelle connaît une croissance exponentielle dans les pays à revenu faible et intermédiaire, et indique que le risque lié aux sécheresses est principalement le résultat de décisions économiques et de choix sociaux.

En exploitant un important volume de données nouvelles et améliorées sur les risques et la gestion des risques fournies par les Nations Unies, des organismes gouvernementaux, des entités de la société civile, des organisations scientifiques et universitaires, ainsi que les informations fournies par près d'une centaine de gouvernements et d'organisations intergouvernementales régionales sur leurs progrès dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, le Bilan donne une vue d'ensemble importante des tendances et des schémas des risques de catastrophe à l'échelle mondiale ainsi que régionale. Il englobe une analyse des nouveaux risques émergents, tels que les pannes technologiques dans des systèmes caractérisés par une forte interdépendance, comme l'illustrent l'exemple des éruptions volcaniques islandaises qui ont récemment touché l'Europe et celui du grand séisme de l'est du Japon qui a ébranlé la société nippone.

* * * * *